



Le 15 avril 2025

Mondialisation et national populisme : la nouvelle grande transformation

Arnaud ZACHARIE,

Docteur en sciences politiques et sociales, secrétaire du CNCD

1. Mise en perspective historique

Afin d'expliquer la montée du national-populisme (expression introduite dans les années 1970 par le sociologue argentin Gino Germani) dans le contexte de la mondialisation économique (expansion des marchés et convergence économique entre pays), Arnaud Zacharie se réfère à l'ouvrage de Carl Polanyi, *La Grande Transformation* (1944), pour analyser les bouleversements actuels comme une « nouvelle grande transformation ». Polanyi expliquait comment la civilisation libérale du XIXe siècle avait été détruite par les totalitarismes en réaction à l'instauration d'un marché autorégulateur.

Le conférencier distingue deux grandes phases de mondialisation économique : la première de 1870 à 1914, et la seconde à partir des années 1980. Entre les deux, une période de démondialisation a été marquée par la montée des extrémismes politiques (fascisme, nazisme, stalinisme).

L'analyse du poids du commerce mondial par rapport au PIB (Produit Intérieur Brut) mondial montre un pic de mondialisation avant la Première Guerre mondiale, suivi d'une forte baisse durant la démondialisation, puis une reprise progressive après la Seconde Guerre mondiale, culminant dans une "hypermondialisation" de 1990 jusque 2008. Il est important de noter qu'il a fallu attendre la fin des années 1970 pour retrouver le niveau de mondialisation de 1913.

L'histoire enseigne que chaque phase de mondialisation crée des gagnants et des perdants, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci. Les États-Unis ont été les grands gagnants de la première mondialisation, tandis que la Chine est le principal gagnant de la mondialisation actuelle. Inversement, le Royaume-Uni a décliné lors de la première mondialisation, et les États-Unis semblent être les perdants relatifs de la seconde.

Avant la révolution industrielle, les inégalités de revenus entre les pays étaient faibles. La révolution industrielle et la première mondialisation ont creusé ces inégalités, mais la Chine a rattrapé son retard lors de la deuxième mondialisation. Vers 1900, les inégalités étaient plus élevées au sein des pays européens qu'aux États-Unis, une situation inverse de celle d'aujourd'hui. Les inégalités ont diminué au XX^e siècle en raison des guerres et des politiques publiques (instauration d'un impôt progressif, État-providence), mais elles ont réaugmenté avec la mondialisation actuelle, particulièrement dans les pays anglo-saxons. Cette augmentation des inégalités est considérée comme un facteur clé du succès du national-populisme.

La tentative de restauration du "laisser-faire économique" (la fameuse « main invisible » d'Adam Smith) après la Première Guerre mondiale a conduit à des crises financières et au krach de 1929, débouchant sur la Grande Dépression, elle-même aggravée par des politiques d'austérité et une guerre économique. Cette période a vu la montée des totalitarismes. Polanyi argumentait que cette catastrophe était due à la tentative d'instaurer un marché

autorégulateur à l'échelle internationale, traitant l'humain et la nature comme de simples marchandises. En réaction, les sociétés ont développé un "mouvement d'autoprotection" en se tournant vers l'État pour se protéger des excès du marché, donnant naissance à diverses formes d'États protecteurs (totalitaires ou démocratiques comme le *New Deal* de Roosevelt aux États-Unis). L'âge d'or des *Trente Glorieuses* (de 1944 à 1974) a été une période exceptionnelle de prospérité et de stabilité grâce à l'État-providence et aux accords de Bretton Woods (1944), qui visaient à contrôler les mouvements des capitaux et à stabiliser les taux de change. Cependant, des penseurs néolibéraux, comme Friedrich Hayek, critiquaient l'intervention de l'État. Le système de Bretton Woods a pris fin le 15 août 1971 avec la décision unilatérale de Richard Nixon de mettre fin au multilatéralisme, marquant le début d'une nouvelle ère de volatilité financière.

2. La mondialisation actuelle et ses dérives

Depuis les années 1980, la mondialisation a été caractérisée par la libéralisation financière, entraînant l'apparition de bulles spéculatives et de crises financières à répétition. L'absence de coopération multilatérale pour contrôler les mouvements de capitaux, contrairement à l'ère de Bretton Woods, est pointée du doigt. Une autre dérive majeure est la "course au moins-disant" (c'est-à-dire qui offre le prix le plus bas) social, fiscal et environnemental, alimentée par la capacité des firmes transnationales à localiser leur production là où les coûts sont les plus bas. Cette concurrence entre les États affaiblit les normes de protection et réduit les recettes fiscales sans nécessairement améliorer la compétitivité globale.

La Chine est présentée comme le grand bénéficiaire de cette mondialisation, ayant attiré les investissements étrangers grâce à sa main-d'œuvre bon marché et à des politiques de transfert de technologie. Cette croissance a permis une réduction spectaculaire de l'extrême pauvreté en Asie. Cependant, de nombreux pays africains restent marginalisés, fournissant des matières premières sans bénéficier d'une réelle diversification économique. L'analyse des gagnants et des perdants de la mondialisation sur la période 1988-2008 révèle une forte augmentation des revenus pour les populations des pays asiatiques en développement, une stagnation pour les classes moyennes occidentales, et des gains considérables pour le 1% le plus riche. Cette concentration des richesses est encore plus marquée si l'on considère le patrimoine. La fiscalité a également évolué de manière régressive, favorisant la détaxation des acteurs économiques mobiles (multinationales, riches) au détriment des classes moyennes, peu mobiles. Enfin, la délocalisation des industries polluantes a entraîné un déplacement des émissions de CO₂, mais les pays les plus pauvres, qui contribuent le moins au changement climatique, en sont les premières victimes.

3. Pistes de solutions

La crise financière de 2008 a marqué un tournant, alimentant un désenchantement démocratique et la montée de partis antisystèmes. La crise des réfugiés de 2015 a été instrumentalisée pour exacerber les tensions identitaires, malgré le fait que le nombre de réfugiés en Europe restait relativement faible. Paradoxalement, le vote pour les partis anti-immigration est souvent plus élevé dans les régions où l'immigration est faible. Une perception erronée de l'ampleur de l'immigration est courante. L'insécurité économique, sociale et culturelle a conduit une partie croissante des classes moyennes à se tourner vers le discours national-populiste, qui oppose le "peuple" aux élites et aux minorités. Ce discours se caractérise par un repli nationaliste et souverainiste, une focalisation sur l'identité (souvent contre l'immigration arabo-musulmane), un leadership charismatique contestant les contre-pouvoirs démocratiques, un climato-scepticisme et une traduction des enjeux socio-économiques en enjeux culturels. La montée de l'extrême droite est visible dans de nombreux pays. Les politiques protectionnistes, à l'image de celles de Donald Trump, ont des conséquences complexes et peuvent entraîner des représailles. De plus, certaines exigences liées à ces politiques visent à démanteler des réglementations sociales et environnementales importantes.

Pistes alternatives pour une société ouverte, juste et durable. Pour contrer la montée du national-populisme, il est crucial de ne pas tomber dans le manichéisme société ouverte/fermée, mais de construire une société ouverte qui soit à la fois juste et durable. Cela passe par plusieurs axes :

- *Réguler la mondialisation* : mettre en place un nouveau système de Bretton Woods pour contrôler la finance, inclure des normes sociales et environnementales dans les accords commerciaux et lutter contre l'évasion fiscale.
- *Transition écologique et sociale* : décarboner l'économie par les énergies renouvelables, mettre en œuvre des politiques de logement et de mobilité durables et inclusives, soutenir l'agroécologie et favoriser une économie circulaire et de fonctionnalité. Assurer une transition juste grâce à la justice fiscale et au renforcement de la protection sociale, y compris face aux catastrophes climatiques.
- *Renouveau démocratique* : oxygéner la vie politique par la limitation des mandats et le non-cumul, favoriser la participation citoyenne par la démocratie délibérative, renforcer la démocratie économique par une plus grande participation des salariés dans les entreprises et garantir l'indépendance de la justice, des médias et de la société civile.
- *Solidarité internationale* : promouvoir les droits humains et les objectifs de développement durable à l'échelle mondiale, mondialiser le droit d'asile, et renforcer la solidarité internationale et l'aide publique au développement (atteindre l'objectif de 0,7% du revenu national brut) pour favoriser une prospérité partagée et une stabilité mondiale. Couper dans l'aide au développement dans un monde instable est une erreur.

En conclusion, pour contrer efficacement la vague national-populiste, il est impératif de s'attaquer aux causes profondes de son succès en régulant la mondialisation, en menant une transition écologique et sociale juste, en renouvelant la démocratie, et en renforçant la solidarité internationale. Seule une société ouverte, juste et durable pourra répondre aux attentes des citoyens et freiner la tentation du repli nationaliste.

* * * * *

Questions - Réponses

- *Pourriez-vous donner trois points prioritaires dans le dernier slide projeté ?* Je pense que la première priorité serait sans doute la justice fiscale, parce que c'est moins les inégalités que l'injustice de ces inégalités qui nourrit le ressentiment des classes moyennes populaires, qui finissent par se laisser séduire par le discours national populiste. On parle au G20 d'imposer un taux minimum mondial de 2 % sur la fortune des milliardaires. Il y a 3 000 milliardaires dans le monde. 2 %, ce n'est pas grand-chose, mais cela permettrait d'éviter que les 0,1 % les plus riches payent proportionnellement moins d'impôts que les classes moyennes et populaires. Une autre priorité, c'est la transition énergétique, parce que ces forces nationales-populistes sont en train de nous faire croire que le dérèglement climatique, ce n'est pas très grave. Or tous les spécialistes disent que non seulement c'est grave, mais que les choses s'aggravent. Et troisième priorité, c'est la question de la démocratie, parce que si on abat la démocratie libérale, cela veut dire qu'on perd au moins une partie de nos droits et de nos libertés. Or nos droits et nos libertés sont une priorité absolue. J'ajouterai de manière transversale qu'il faut penser à toutes ces priorités non seulement pour soi dans son propre pays, mais à l'échelle mondiale. Il faut agir localement en pensant globalement et donc intégrer dans son logiciel l'impératif de solidarité internationale.
- *Une mondialisation plus juste ne va-t-elle pas être confrontée à trois crises majeures : la démographie, la disparition des énergies fossiles et le réchauffement climatique ?* La question du réchauffement climatique est déjà là. La réalité, c'est que le mode de vie

d'une minorité de privilégiés entraîne le dérèglement climatique et la destruction de la biodiversité. La raréfaction des énergies fossiles n'est pas grave en soi, si on opère une transition énergétique rapide et qu'on sort de cette dépendance aux énergies fossiles. En ce qui concerne la démographie, on présente souvent cela comme un problème. Mais pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, la seconde partie du XXI^e siècle pourrait voir la démographie mondiale commencer à décroître. On est donc face à un autre type de problème. Il suffit de voir les sociétés vieillissantes qui sont déjà aujourd'hui face à cela. Il faut nous expliquer comment vous allez financer des systèmes de retraite, par exemple, avec des systèmes démographiques qui chutent rapidement. C'est déjà un problème qui existe en Europe et en Chine. A la fin du XXI^e siècle, on risque donc d'être aux prises avec une baisse de la population alors que tous les systèmes économiques, sociaux et politiques sont basés sur la croissance démographique.

- *Pourquoi votre message rencontre-t-il tant d'obstacles depuis 50 ans ?* Tout simplement parce que ce que je demande, c'est de la coopération multilatérale. Il suffit de voir le nombre de mois nécessaires pour mettre en place un gouvernement dans un petit pays comme la Belgique pour se rendre compte que quand il faut prendre des décisions supranationales, c'est très compliqué. Par contre, quand on est Trump, qu'on est élu et que l'on propose simplement de fermer les frontières à l'échelle nationale, cela ne présente aucune difficulté. C'est facile de mettre des tarifs douaniers de 150 % du jour au lendemain, si on le souhaite. Les solutions simplistes, si elles sont simplistes, c'est tout simplement parce qu'elles ne sont pas pertinentes. On doit se réappropriier les espaces démocratiques à l'échelle supranationale. Cela implique de coopérer, de sortir de l'esprit de clocher qui malheureusement touche tout le monde. Aujourd'hui, tout est nationalisé. Les politiques ne pensent qu'à ce qui se passe dans leur pays. Même dans le monde associatif, on est de plus en plus localiste. Le repli nationaliste n'est pas du tout limité aux partis politiques, c'est un phénomène social. C'est une réaction d'autoprotection. Mais on peut aussi se protéger avec une logique de solidarité internationale. C'était ça l'esprit du *New Deal* notamment.
- *Où trouver des personnalités politiques qui auront les capacités et le courage nécessaire pour résister puis agir ?* Il en existe, mais le problème, c'est l'apparition d'une nouvelle hégémonie culturelle. C'est une notion développée par le philosophe italien Gramsci. On a connu, durant les Trente Glorieuses, l'hégémonie culturelle de l'État-providence. Que l'on vote à gauche, que l'on vote à droite, l'État-providence continue à être construit. A partir des années 80, l'époque de Reagan et de Thatcher, c'était l'hégémonie culturelle néolibérale du tout au marché. Que l'on vote à gauche, que l'on vote à droite, c'était l'idéologie du tout au marché qui fonctionnait. Il faut recréer une hégémonie culturelle autour d'alternatives progressistes et internationalistes, pour un monde juste et durable. Mais le national-populisme est une alternative nationaliste et conservatrice, qui est quelque part révolutionnaire. C'est ce qui attire les gens qui sont de plus en plus antisystèmes.